

Nouvelle initiative de résiliation: une nouvelle attaque contre les accords bilatéraux

À temps pour la campagne électorale, l'UDC a lancé une nouvelle initiative populaire qui entraînerait la résiliation de la libre circulation des personnes. C'est une nouvelle attaque contre les accords bilatéraux de la Suisse avec l'UE. Les dommages économiques seraient considérables.

Fin juin, le Conseil fédéral a présenté les paramètres d'un mandat de négociation pour développer les accords bilatéraux. Le Conseil fédéral s'efforce de stabiliser et de poursuivre la voie bilatérale, ce qui est réjouissant. L'initiative de résiliation lancée par l'UDC va clairement dans la direction opposée. En effet, son acceptation remettrait en question non seulement l'accord sur la libre circulation des personnes conclu avec l'UE, mais également les six autres accords bilatéraux. Dans l'éventualité où la population dépasserait les 10 millions de personnes, l'initiative de l'UDC exige que le Conseil fédéral dénonce l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE. Le cas échéant, les autres accords bilatéraux disparaîtraient également (en raison de la clause guillotine). Il faut savoir que le « Swexit » visé par l'initiative de résiliation, c'est-à-dire la fin de la participation sectorielle au marché intérieur, aurait des désavantages majeurs pour la Suisse en tant que nation exportatrice.

Les dommages économiques seraient considérables. En particulier dans le contexte actuel d'une pénurie de main-d'œuvre, qui s'accroîtra encore ces prochaines années en raison de l'évolution démographique. Les baby-boomers partiront en effet à la retraite, alors que dans le même temps, la relève arrivant sur le marché du travail sera moins nombreuse. Ce déséquilibre entraînera une diminution de la main-d'œuvre indigène de quelque 430 000 personnes d'ici à 2040. Sans immigration liée au marché du travail, nous ne pourrions tout simplement pas pourvoir ces postes en Suisse. Or nous voulons tous des services de qualité, qui soient aussi disponibles. Pour ce faire, nos entreprises ont besoin de main-d'œuvre qualifiée. Dans ce contexte, l'immigration fondée sur la libre circulation des personnes est et restera une partie importante de la solution pour relever le défi de la pénurie de main-d'œuvre.